Pétition à l'attention des parlementaires de Dordogne

Madame la Députée, Monsieur le Député,

Depuis le 5 Décembre dernier les salariés, retraités, jeunes et privés d'emploi ont défilé dans les rues de Dordogne pour manifester leur opposition au projet de réforme des retraites. Le conflit dure depuis deux mois; le plus long conflit social en France.

En dépit de l'opposition majoritaire des organisations syndicales qui demandent le retrait du projet; en dépit de l'opposition majoritaire de l'opinion qui ne se dément pas le gouvernement s'entête, bafouant ainsi la démocratie sociale.

L'avis récent du Conseil d'État pointe l'incompétence et l'amateurisme en termes feutrés, marquant un désaveu cinglant à la stratégie gouvernementale.

Pire, pour un système qui devait être plus lisible, ce même Conseil d'Etat fait ressortir le flou du projet pour les futurs retraités et dénonce le recours aux 29 ordonnances qui seraient prises une fois le projet adopté, comme autant d'éléments qui masquent la réalité de la réforme.

Cette réforme est décidément injuste et dangereuse.

A l'heure où 1 sénior sur 2 dans le privé n'est plus en activité au moment de partir en retraite, le système actuel à prestation définie garantit une pension d'un montant clairement déterminé. A contrario un système de retraite à points contraindra tout le monde à calculer tout le temps, et à se sentir comptable de chaque baisse de revenu, de chaque accident de la vie et d'en subir les conséquences jusqu'à la fin de ses jours.

Nos organisations syndicales n'ont eu de cesse de démonter un à un les arguments marketing de ce projet gouvernemental qui, quoi qu'on en pense, est refusé par le pays.

A ce jour, non seulement nos organisations n'ont jamais été contredites dans leurs analyses mais l'ampleur des mobilisations depuis le 5 Décembre, a contraint à faire reculer le gouvernement qui tente désespérément de coller des rustines sur son projet au gré des doléances de certaines professions

.

Par le passé, d'autres projets de réformes ont connu une opposition forte de l'opinion et les dirigeants, alors en responsabilité, furent raisonnables en retirant les projets qu'ils soutenaient.

En 2020, le gouvernement s'entête à imposer un projet massivement rejeté et à la crise sociale il oppose une réponse policière dont la Commission Consultative des Droits de l'Homme vient de condamner la disproportion manifeste. Dans sa déclaration du 28 janvier 2020, la CNCDH se dit *"très préoccupée par cet effet dissuasif des violences policières sur l'exercice de la liberté de manifester et s'inquiète des entraves pesant sur la liberté d'informer et le droit de témoigner".*

Le projet est actuellement examiné à l'Assemblée Nationale, dans une procédure accélérée et vous allez être amené, sur la base d'une étude d'impact biaisée, à vous prononcer sur un texte qui va engager des millions de citoyens pour les décennies à venir sans connaitre précisément les conséquences pour eux.

Au nom des travailleurs de votre circonscription que nos Organisations Syndicales représentent majoritairement, nous vous demandons de voter contre ce texte et par voie de conséquence de demander au gouvernement d'y renoncer.

C'est là le sens de votre mandat local.

Nom	Prénom	Ville	Signature

Nom	Prénom	Ville	Signature